

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE

Pascale DUCLERMORTIER

Sébastien GUILLAUME

Aline MILLE

Perrine MOZET

Expert-Comptable Associé

Stéphane MAYET

**MISSION LOCALE
POUR L'INSERTION DES JEUNES**

36, rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET: 419 015 128 00038

Exercice clos le 31 décembre 2023

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**MISSION LOCALE
POUR L'INSERTION DES JEUNES**

36, rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET: 419 015 128 00038

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE POUR L'INSERTION DES JEUNES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-18 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions conclues avec les organismes financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juin 2024

FCN

Commissaire aux comptes



Aline MILLE

Associée

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments ;
- ✕ qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements provisions	Net au 31.12.23	Net au 31.12.22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	3 181,85	2 637,17	544,68	1 504,58
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Inst. tech. mat. et out indust	1 139,22	1 139,22	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	191 667,54	129 683,62	61 983,92	67 317,57
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	3 440,00		3 440,00	3 440,00
Total	199 428,61	133 460,01	65 968,60	72 262,15
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières, approvisionnement				
Créances				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs	1 687,66		1 687,66	1 686,36
Personnel	0,00		0,00	0,00
Autres créances (subventions à recevoir)	111 586,30		111 586,30	152 306,33
Autres créances	228 655,84		228 655,84	82 505,09
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 262 426,10		1 262 426,10	1 291 939,35
Total	1 604 355,90	0,00	1 604 355,90	1 528 437,13
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	23 361,31		23 361,31	25 688,70
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Total	23 361,31	0,00	23 361,31	25 688,70
TOTAL ACTIF	1 827 145,82	133 460,01	1 693 685,81	1 626 387,98



BILAN PASSIF

	au 31.12.23	au 31.12.22
CAPITAUX PROPRES		
Autres réserves	135 225,93	135 225,93
Autres réserves pour charges de personnel	50 589,78	50 589,78
Report à nouveau	581 378,01	484 377,45
Résultat sous contrôle de tiers financiers	1 227,00	1 227,00
<u>Résultat de l'exercice</u>	20 160,55	97 000,56
Subventions d'investissement	14 761,55	9 372,91
Fonds de roulement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Total	803 342,82	777 793,63
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	197 515,28	168 805,46
Total	197 515,28	168 805,46
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	346 167,22	288 642,22
Total	346 167,22	288 642,22
DETTES		
Emprunts		
Découvert, concours bancaires		
Dettes fournisseurs/comptes rattachés	41 983,62	45 206,16
Personnel	90 276,90	98 767,03
Organismes sociaux	107 756,67	94 414,64
Autres dettes fiscales et sociales	21 798,96	22 507,55
Autres dettes	51 438,34	47 829,11
Total	313 254,49	308 724,49
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	33 406,00	82 422,18
Total	33 406,00	82 422,18
TOTAL PASSIF	1 693 685,81	1 626 387,98



Compte de résultat Châlons-en-Champagne

	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	1 884 742	1 859 531
Transfert de charges + reprises provisions	4 333	41 448
Autres produits	11	456
Utilisation fonds	227 958	254 217
Total	2 117 044	2 155 652
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats d'approvisionnements		
Variation de stock		
Autres charges externes	533 400	468 369
Impôts, taxes et versements assimilés	99 746	97 884
Rémunération du personnel	850 623	920 309
Charges sociales	311 824	290 645
Dotations aux amortissements - immobilisations	17 047	15 887
Dotations aux provisions	27 727	18 987
Reports en fonds dédiés	285 483	227 958
Autres charges	9	82
Total	2 125 859	2 040 122
Résultat d'exploitation	- 8 815	115 530
Produits financiers	16 825	2 064
Charges financières	197	990
Résultat financier	16 628	1 074
Produits exceptionnels	17 090	10 784
Charges exceptionnelles	4 281	30 358
Résultat exceptionnel	12 809	- 19 574
Impôts sur les bénéfices	461	29
EXCEDENT OU DEFICIT	20 161	97 001
Prestations en nature	-	604
Prestation	-	604
Bénévolat	12 313	4 955
Personnel bénévole	12 313	4 955



MISSION LOCALE DE CHALONS-EN-CHAMPAGNE
36 Rue Jean Jaurès
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

ANNEXE



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 693 685.81 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 20 160.55 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période de 01/01/2023 au 31/12/2023
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice, sont donnés les comptes de l'exercice précédent.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendances des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant :

- Le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.
 - Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans à 20 ans
 - Matériel du bureau : 3 à 10 ans
 - Mobilier : 10 ans
 - Matériel informatique : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Subventions d'investissements

Ces subventions font l'objet d'une reprise en profit d'un montant équivalent aux amortissements des immobilisations qu'elles financent.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions accordées

- Fonctionnement

Etat CPO	385 534.98 €
Etat Obligation de formation	37 797.96 €
Etat CEJ	653 850.00 €
Sous total	1 077 182.94 €
Etat PIC Communication	54 914.00 €
Etat PIC	54 818.00 €
Etat Clauses sociales	20 631.10 €
Région	244 382.00 €
Région clauses sociales.....	12 500.00 €
Région de Suippes	8 005.00 €
Argonne Champenoise	28 500.00 €
Châlons Agglo	181 960.00 €
Châlons Agglo Clauses sociales	12 500.00 €
ASP	17 660.17 €



- Divers

Etat Parrainage	7 320.00 €
Etat Parrainage collectif	6 100.00 €
Anct Parrainage	1 830.00 €
Anct Parrainage collectif....	1 525.00 €
ARS	30 270.00 €
ARS Sport Zen	6 402.00 €
Pôle emploi	80 092.00 €
Contrat Local de santé.....	3 680.00 €
Initiative territoriale Place de l'emploi .	4 800.00 €
Initiative territoriale Road trip.....	14 900.00 €
Région Place de l'emploi	7 000.00 €
Région Road trip de l'insertion.....	3 725.00 €
Journée promotion clauses	2 580.00 €

Les subventions ont été affectées à chacun des budgets précités.

➤ **Fonds dédiés**

Les subventions afférentes aux projets dont la poursuite a été autorisée par les financeurs font l'objet d'une constatation en fonds dédiés.

31/12/2023

	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Garantie Jeunes 2019	60 683.89	0.00	0.00	60 683.89
CEJ 2022	227 958.33	227 958.33	0.00	0.00
CEJ 2023	0.00	0.00	266 858.33	266 858.33
Initiatives territoriales Road trip	0.00	0.00	14 900.00	14 900.00
Région Road trip	0.00	0.00	3 725.00	3 725.00
TOTAL	288 642.22	227 958.33	285 483.33	346 167.22

- Une quote-part de la subvention CEJ 2023 a été mise en fonds dédiés pour couvrir le financement en année N+1 des suites de parcours des Jeunes (accompagnement sur 12 mois).
- Une reprise des fonds dédiés CEJ 2022 a été faite pour couvrir le financement de la suite du parcours des jeunes suivi en 2022 sur 2023

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS				
	Valeur brute Début exercice	Variations		Valeur brute Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles	8 938		5 756	3 182
Logiciels	8 938		5 756	3 182
Immobilisations corporelles	1 139			1 139
Matériel et outillage	1 139			1 139
Autres immobilisations corporelles	186 175	10 753	5 261	191 667
Agencements divers	23 492	3 497		26 989
Matériel de transport	8 448			8 448
Matériel de bureau et informatique	42 877	5 651	5 261	43 267
Mobilier	111 358	1 605		112 963
TOTAL	196 252	10 753	11 017	195 988

Amortissements des immobilisations

AMORTISSEMENTS				
	Valeur brute Début exercice	Variations		Valeur brute Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles	7 433	960	5 756	2 637
Logiciels	7 433	960	5 756	2 637
Immobilisations corporelles	1 139			1 139
Matériel et outillage	1 139			1 139
Autres immobilisations corporelles	118 858	16 087	5 261	129 684
Agencements divers	1 654	2 628		4 282
Matériel de transport	8 448			8 448
Matériel de bureau et informatique	30 969	7 869	5 261	33 577
Mobilier	77 787	5 590		83 377
TOTAL	127 430	17 047	11 017	133 460

Actif circulant

Produits à recevoir

	31/12/2023
Fournisseurs débiteurs	1 687.66
Subventions à recevoir	
CAF	11 172.00
Crédit agricole	4 871.83
Région	78 632.47
Ville de chalons	900.00
Communes	16 010.00
Autres créances	228 655.84
TOTAL	341 929.80



Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES				
	Début exercice	Variations		Fin exercice
		Augmentation	Diminution	
Réserves réglementées	135 225.93	0.00	0.00	135 225.93
Autres réserves	50 589.78	0.00	0.00	50 589.78
Report à nouveau	484 377.45	97 000.56	0.00	581 378.01
Résultat de l'exercice	97 000.56	20 160.55	97 000.56	20 160.55
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	1 227.00	0.00	0.00	1 227.00
Subventions d'investissement nettes	9 372.91	16 043.83	10 655.19	14 761.55
Provisions réglementées	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres fonds associatifs	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	777 793.63	136 574.35	107 655.75	803 342.82

Provisions pour risques et charges

1-Méthodes utilisées pour le calcul des provisions retraite :

L'évaluation des droits à la retraite acquis par les salariés a été faite conformément à la recommandation du CNC n°2033-R-01 :

- Taux d'augmentation des salaires : estimation valeur point
- Départ volontaire à 67 ans,
- Droit prorata temporis,
- Turnover faible,
- Taux d'actualisation financière : 3.1%



Les engagements retraite calculés au 31/12/2023 s'élèvent à 124 667.88 €.

2-Une provision pour charges a été constituée au 31/12/2012 pour tenir compte du dénouement du litige FSE au titre de la convention 2005. Un jugement du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne a confirmé la décision du 23/08/2010 par laquelle le préfet de la région Champagne Ardenne demandait le remboursement d'une somme de 71 865 € indûment perçue au titre d'une subvention du Fonds Social Européen. Les fonds n'ayant pas été réclamés la provision a été maintenue au 31/12/2023.

Tableau des provisions pour risques et charges

	Provisions Au début De l'exercice	Dotations De l'exercice	Reprises utilisées De l'exercice	Reprises Non utilisées De l'exercice	Provisions A la fin De l'exercice
Litiges FSE	71 865.00				71 865.00
Provision retraite	96 940.46	27 727.42			124 667.88
Provision impôts	0.00	982.40	0.00		982.40
TOTAL	168 805.46	28 709.82	0.00		197 515.28

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 983.62	41 983.62		
Dettes fiscales et sociales	219 832.53	219 832.53		
Autres dettes	51 438.34	51 438.34		
Produits constatés d'avances	33 406.00	33 406.00		
TOTAL	346 660.49	346 660.49		

Charges à payer



31/12/2023

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs non parvenus	9 394.28
Personnel	
Provisions pour congés payés	89 937.84
Personnel – autres charges à payer	339.06
Organismes sociaux	
Urssaf	42 132.85
Mutuelle	8 264.70
Retraite complémentaire	7 460.89
Prévoyance	6 435.81
Provisions pour charges sur CP	43 462.42
Autres dettes fiscales et sociales	
Impôts sur les bénéfices	461.20
Autres impôt et taxes	8 579.42
Formation professionnelle	11 254.00
Autres taxes	0.00
Prélèvement à la source	1 504.34
Autres tiers	16 652.21
FIPJ	34 786.13
TOTAL	280 665.15

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	31/12/2023
Location	11 097.60
Charges locatives	321.00
Honoraire	1 735.20
Publicité	300.00
Autres impôts	558.00
Maintenance	783.17
Assurance	7 913.58
Documentation	652.76
TOTAL	23 361.31



Produits constatés d'avance

	31/12/2023
Subventions	33 406.00
TOTAL	33 406.00

Charges et Produits exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments significatifs qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	1 261.37	
Charges sur exercices antérieurs	2 037.92	
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	0.00	
Autres charges exceptionnelles	0.00	
Dotations aux provisions exceptionnelles	982.40	
Profits sur exercices antérieurs		11 306.23
Produits des cessions d'éléments d'actif		0.00
Amortissements subvention investissement		5 783.36
Autres produits exceptionnels		0.00
Reprise sur provisions		0.00
TOTAL	4 281.69	17 089.59



Effectif

Le nombre d'équivalent temps plein au 31/12/2023 est de 25.26, dont 1 contrat d'apprentissage.

Compte personnel de formation

Depuis le 1^{er} janvier 2015, un nouveau moyen d'accès à la formation est mis en place par le biais du compte personnel de formation (CPF). Ce compte personnel alimenté en heures de formation est utilisable par tout salarié, tout au long de sa vie active, pour suivre une formation qualifiante. Le CPF remplace le droit individuel à la formation (Dif) depuis le 1^{er} janvier 2015, mais les salariés ne perdent pas leurs heures qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. Le compte personnel de formation a été converti en euros au 1 janvier 2019.

Informations sur les dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer les montant des rémunérations et avantages en nature versées aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

L'Association ne compte qu'un seul cadre dirigeant rémunéré. La rémunération brute est basée selon l'emploi repère cotation 16 de la convention collective nationale des Missions Locales et PAIO.



Contributions volontaires

Les bénévoles ont consacré 720.5 heures à la Mission Locale (542.5 pour le PIAL, 178 pour le parrainage) pour un montant de 12 313 euros affecté au compte 864